

IL Y COMPTE DÉSORMAIS SEIZE MINISTRES

Le FLN domine le gouvernement Sellal

Le dernier remaniement partiel du gouvernement de Abdelmalek Sellal, effectué samedi dernier, a eu comme conséquence politique immédiate de consacrer le face-à-face, désormais exclusif, entre les deux plus grands partis du pouvoir, le FLN et le RND. Mais aussi, celle d'accentuer la position dominante de l'ex-parti unique au sein du gouvernement et au-delà, à savoir à tous les étages de l'édifice institutionnel.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

La domination du FLN s'exprime effectivement au sein de tous les pouvoirs : exécutif, législatif, sans parler de l'administration ou des grands corps de l'Etat où les responsables se recrutent dans le comité central du parti, comme c'est le cas du wali de Tipasa, du directeur général des douanes ou celui d'Air Algérie.

Au sein du gouvernement, l'hégémonie du FLN est flagrante. Avec le départ du président du parti TAJ, Amar Goul, le parti de Ammar Saâdani n'a, en face de lui, que le RND de Ahmed Ouyahia qui est drastiquement contenu dans son modeste quota de six ministres.

Le RND y est ainsi représenté par les ministres Abdesselam Bouchouareb (ministre de l'Industrie et des Mines), Bakhti Bélaïb (Commerce), Azzedine Mihoubi (Culture), Tayeb Zitouni (Moudjahidine), Mohamed Mebarki (Formation professionnelle) et «l'éternel» ministre secrétaire général du gouvernement, Ahmed Noui.

Une représentation presque «symbolique» face à la pléthore qu'exhibe fièrement l'ex-parti unique, depuis son dixième congrès de juin 2015 et le ralliement massif qu'il suscitera auprès des «technocrates» qui se bousculent au gouvernement depuis l'arrivée de Abdelmalek Sellal à sa tête le 3 septembre 2012 et à la suite des remaniements successifs qu'il subira.

Si l'on additionne les «authentiques» ministres FLN et les «ralliés», l'on comptabilisera pas moins de quinze membres du gouverne-

ment, sans compter le Premier ministre lui-même qui se proclamera «militant» depuis juin 2015. Plus précisément, on y trouve, respectivement, Tayeb Louh (ministre de la Justice, garde des Sceaux), Abdelkader Messahel (ministre des Affaires maghrébines et africaines et de la Ligue arabe), Abdelouahab Nouri (Tourisme), Abdelmadjid Tebboune (l'habitat), Boudjemaâ Talai (Transports et Travaux publics), Abdelkader Ouali (Ressources en eau), Tahar Hadjar (Enseignement supérieur), Mohamed El Ghazi (Travail et Protection sociale), Mounia Meslem (Solidarité nationale) Abdelmalek Boudiaf (Santé), Imane Houda Feraoun (Postes et Télécommunications) Mustapha Rahiel (ministre, directeur de cabinet du Premier ministre).

A ceux-là, il faut ajouter les trois nouveaux membres du gouvernement nommés samedi : d'abord le vétéran Boualem Bessaïeh, qui fait son entrée avec le titre de ministre d'Etat, conseiller spécial et envoyé personnel du président de la République, Abdesselam Chelghoum, ministre de l'Agriculture et du Développement rural et Ghania Idalia, ministre chargée des Relations avec le Parlement.

L'on pourra même y ajouter un autre ministre, dont on ne parle jamais, celui de la Défense nationale détenu par... le président du parti !

Abdelaziz Bouteflika, qui est en fait l'inspirateur et l'architecte de ce retour en force de l'ex-parti unique, et ce, depuis son arrivée au pouvoir en 1999, détient, et en vertu des sta-

tuts, le poste de président du FLN. C'est même expressément précisé dans un article depuis le 8^e congrès bis de 2005. De ce fait, le FLN peut alors se targuer de détenir la totalité du pouvoir exécutif représenté par la présidence de la République et le gouvernement, en plus de l'Assemblée populaire nationale.

Le RND, quant à lui, ne peut se consoler que de deux postes stratégiques : la direction du cabinet de la présidence de la République, dirigé par Ahmed Ouyahia avec le titre de ministre d'Etat, ce qui en fait un membre éminent du gouvernement, et la présidence du Sénat, qu'assure Abdelkader Bensalah.

Avec une telle configuration qui octroie au FLN une position de domination absolue qu'il n'a jamais atteinte depuis l'écroulement du système du parti unique au lendemain des événements du 5 Octobre 1988, il est tout de même curieux que Ammar Saâdani s'acharne, avec une rare obstination, à «exiger» le départ de Ahmed Ouyahia de la présidence de la République.

A l'évidence, les motifs ne sont pas du tout d'ordre politique puisque, s'agissant des prochaines élections de 2017, avancées comme prétexte à cette requête, le FLN n'a rien à craindre à partir du moment où c'est lui-même qui les organisera, à travers le gouvernement Sellal.

L'acharnement de Saâdani contre Ouyahia, au fait, une origine lointaine remontant à l'ère Zeroual. Au lendemain des fameuses élections de 1997, le pouvoir d'alors entreprendra le «montage» de la première coalition gouvernementale. Il était question d'une grande alliance entre le RND, le FLN, le MSP et Ennahda.

Sur la liste du FLN, figurait un certain Ammar Saâdani. Un nom proposé par... le général Toufik à la délégation du parti qui négociait avec le pouvoir. Or, Ahmed Ouyahia, qui devait conduire ce gouverne-

ment, émettra un veto catégorique contre ce nom, proposé pour le poste de ministre délégué, chargé des Relations avec le Parlement.

Une vingtaine d'années plus tard, Ammar Saâdani, qui a à peu près obtenu tout ce qu'il voulait, réussira-t-il à prendre sa revanche sur Ouyahia ? En tout cas, le SG du FLN avait échoué dans son premier assaut contre Ouyahia, lancé le 30 mars dernier sur les ondes de la radio nationale et a été même sévèrement rappelé à l'ordre et censuré brutalement par les médias publics.

K. A.



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

Photo : New Press.

«Une fuite en avant», selon El Islah

Pour El Islah, le tout dernier remaniement gouvernemental «n'obéit à aucune norme scientifique et politique» comme cela c'est le cas partout de par le monde, mais il se décline comme une autre «étape de préparation de la prochaine étape de la succession au sein du sérail avec, comme objectif pivot, le renforcement de l'allégeance».

«C'est un changement qui ne répond pas à une quelconque demande populaire ou une nécessité politique ou intellectuelle», soutenait, hier lundi, le secrétaire général de ce mouvement islamiste à l'occasion d'une conférence de presse qui se dit «habitué, comme le reste des Algériens à ces changements qui suscitent interrogations et étonnements». Des changements anticonstitutionnels, estimera Fillali Ghouini puisque la Constitution ne les évoque point, se limitant à parler des seules nominations du Premier ministre et des ministres après concertation avec ce dernier. Aussi, le secrétaire général d'El Islah considérera que ce remaniement «ne répond pas à des impératifs de fond avec présentation de bilans d'étapes des ministres concernés» puisque procédant de «simples calculs politiques de clans du pouvoir que de valeur ajoutée au développement du pays. Autre «incongruité» de ce tout dernier remue-ménage gouvernemental, selon Ghouini, le fait qu'il n'ait pas concerné des ministres dont l'échec est patent, citant en exemple la «ministre de l'Education nationale qui aurait dû, affirmera-t-il, démissionner par éthique ou carrément être remerciée».

Le secrétaire général du mouvement islamiste estimera, par ailleurs, que «le véritable problème réside dans le fait que malgré son échec latent, du propre aveu du Premier ministre, le gouvernement poursuit sa fuite en avant». Ghouini considérera, sur un autre plan, que les résolutions du dernier Conseil des ministres portant loi électorale et haute instance de surveillance des élections «ne répondent aucunement aux doléances de l'opposition» en la matière. «Ce que l'opposition réclame depuis des mois, c'est une instance indépendante de supervision des élections et pas de surveillance des élections», précisera le chef d'El Islah pour qui la nuance est de «taille».

M. K.

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

«Dépourvu de sens», estime le parti de Benflis

Le parti des Avant-gardes des libertés estime que le tout dernier remaniement du gouvernement comme les nombreux qui l'ont précédé peut, tout au plus, «susciter de la curiosité, dépourvu de sens» qu'il est.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une appréciation découlant du «vide durable au sommet de l'Etat qui, ayant profondément anesthésié toute vie institutionnelle dans le pays, fait

que le gouvernement ne gouverne plus depuis très longtemps, ne tient plus que des réunions devenues rarissimes, l'on ne lui connaît aucun cap ni aucun projet et son ineffectivité est de notoriété publique», écrit le parti dans un communiqué rendu public, hier lundi. Pour les Avant-gardes des libertés, les gouvernements qui se sont succédé depuis une décennie «ont conduit le pays à l'impasse politique, à la faillite économique et à la déstabilisation sociale dont les signes avant-coureurs se multiplient et s'accumulent». Des gouvernements qui ne sont, ajoute-t-il que «le bras exécutif d'un système

politique qui porte lui-même la responsabilité de l'ensemble de ces échecs».

Et de conclure que «faute d'une modernisation de ce système politique, il serait vain d'attendre d'un remaniement ministériel qu'il constitue la panacée aux maux politiques et institutionnels qui assaillent la nation de toute parts», considérant que le gouvernement remanié n'a ni crédibilité, ni légitimité aux yeux de nos concitoyennes et nos concitoyens pour prétendre pouvoir les mobiliser à l'effet de faire face aux multiples défis actuels».

M. K.

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION CATÉGORIQUE :

«Risque zéro» à la session partielle du bac

Plus de 557 000 candidats sont concernés par la deuxième session du baccalauréat de dimanche prochain. Le ministère de l'Education a préconisé un plan de sécurisation contre la fuite de sujets avec un «risque zéro». «A part de faux sujets, vous ne trouverez aucun sujet authentique sur les réseaux sociaux», affirmait hier l'inspecteur général au ministère de l'Education, en s'adressant aux candidats.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le plan de sécurisation des sujets du bac ne risque-t-il pas de connaître des failles durant les examens partiels du bac ? Le ministère de l'Education semble plus que confiant. Intervenant sur les ondes de

la Radio chaîne 3, Abdelhakim Belabed, inspecteur général au ministère, a affirmé que de nouvelles mesures draconiennes ont été prises pour assurer un «risque zéro» de fuite de sujets. Il recommande, d'ailleurs, aux candidats de ne pas

perdre de temps en allant chercher des sujets d'examen sur internet. «Ce n'est pas la peine de chercher des sujets, ils ne trouveront pas», a affirmé M. Belabed. Ce dernier s'est abstenu, cependant, de divulguer le nouveau plan du département de l'éducation pour éviter le scénario du bac du mois de mai dernier.

Le ministère de l'Education a visiblement retenu la leçon. Puisque, selon l'invité de la radio, même si fuite il y a, chose qu'il écarte catégoriquement, mais si c'est le cas, la ministre, dit-il, a préconisé un protocole qui solutionnerait toutes les situations.

Selon lui, toutes les mesures ont été prises afin de réussir le bon déroulement des examens partiels du baccalauréat et éviter une nouvelle fraude lors de ces examens.

M. Belabed refuse, toutefois, d'accuser l'Onec d'être derrière la fuite des sujets. «Il est encore tôt de dire que c'est l'Onec qui est derrière la fuite des sujets, la fuite il faut la chercher partout» a-t-il déclaré. Pour rappel, plus de la moitié des candidats au bac, 557 000, sont concernés par la deuxième session prévue entre le 19 et le 23 juin prochains.

Les candidats vont repasser leur examen dans les mêmes centres où

ils étaient affectés la première fois. 2 067 centres sont mobilisés pour cette session.

Les candidats scientifiques sont les plus touchés avec sept matières à recomposer. Les candidats des autres filières repasseront dans les quatre épreuves qu'ils ont en commun avec les scientifiques.

Le ministère de l'Education reconduit aussi les mêmes mesures contre la fraude et interdit les téléphones portables dans les salles d'exams. Les résultats du bac prévus, initialement, pour fin juin début juillet, seront annoncés vers le 15 juillet.

S. A.